Le syndicat BIOPRAT interpelle Thiery Mandon, nouveau secrétaire d'État à la Réforme de l'État, sur la destruction en cours du réseaux des laboratoires de proximité opérée dans le cadre de la réforme de la biologie. Une réforme qui donne tous pouvoirs sur le secteur à un organisme privé, le COFRAC, véritable bras armé de l'opération de rachat des laboratoires indépendant au profit des grands groupes financiers.

Le syndicat BIOPRAT rappelle qu'il existe une réalité d'entreprise derrière les laboratoires d'analyses et que celle-ci est sciemment bafouée par une réforme écrite dans le seul but de permettre leur mise en vente au profit des grands groupes financier.

Il dénonce l'abus de normes utilisé comme illusion de sécurité, mais surtout comme une arme servant à pousser les biologistes à vendre.

Sur la plan de la santé publique, le laboratoire étant vidé de ses moyens suite à son rachat, il devient une bombe à retardement sanitaire car aucune analyse ne peut plus être réalisée sur place, ce qui met en danger la santé des patients.

Le syndicat BIOPRAT dénonce le COFRAC, vérificateur et ordonnateur de la mise en vente au nom de ces normes, qui harcèle les biologistes au point de pousser certains à envisager le suicide.

Le syndicat BIOPRAT rappelle que les laboratoires de proximité sont les plus menacés par cette réforme, alors qu'ils participent à la cohésion sociale et constituent un frein à la désertification médicale.

De part la catastrophe sociale et entrepreneuriale qu'elle produit, cette réforme se trouve en totale contradiction avec les engagements du gouvernement à protéger avant tout les entreprises, en premier lieu les plus fragiles.

Face à cette situation, le syndicat BIOPRAT interpelle en urgence Thierry Mandon, garant de cet engagement, et lui demande de préparer au plus vite une remise à plat de cette réforme tant dans l'intérêt des laboratoires de biologie médicale que du patient.